



# SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'ALLIER

## Groupement des Services Opérationnels Service Prévention

Affaire suivie par : Lieutenant 1<sup>o</sup> classe **LEGER Sylvain**  
Nos Réf. : GSO - PRV / JC / MP / FM n° **4667**  
Vos Réf. : n° AT.013.21.A0008

Mairie d'AVERMES  
PLACE CLAUDE WORMSER  
03000 AVERMES

Référence de l'étude : 21-E01300248-000-001

MAIRIE D'AVERMES



22 DEC. 2021

Yzeure, le 16 décembre 2021

Arrondissement :	MOULINS
Commune :	AVERMES
Etablissement :	MAISON DES HABITANTS
Adresse :	Le Bourg
Code :	E01300248-000
Dossier :	Demande d'autorisation de travaux n° AT.013.21.A0008
Objet :	Réhabilitation de l'ancien presbytère

### Objet : Etude du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Allier

Par correspondance arrivée dans nos services le 24/11/2021, vous avez sollicité le SDIS afin d'obtenir un avis sur la demande d'autorisation de travaux référencée ci-dessus.

Après étude du dossier, je vous informe qu'au vu de l'effectif, cet établissement est classé en type L RSH W de 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux à sommeil. A ce titre, l'exploitant devra se conformer aux dispositions réglementaires de l'arrêté du 22 Juin 1990 modifié. En aide à la réalisation de ce projet, vous trouverez, ci-après, les références aux dispositions applicables, et notamment les principales prescriptions relatives à l'arrêté précité.

Aussi, conformément à l'article R. 143-34 du code de la construction et de l'habitation, l'exploitant devra respecter l'ensemble des dispositions réglementaires afférentes.

## I- EFFECTIFS

Effectif du public :	190
Effectif du personnel :	7

**Effectif total :** **197**

NOTA : Seul l'effectif du public est pris en compte pour le classement de l'établissement.

## II - RÉGLEMENTATION

Cet établissement est soumis au code de l'urbanisme (articles R. 111-1 à R. 111-3, R. 111-3-1, R. 111-3-2, R. 111-4, R. 421-29 à R. 421-33, R. 421-53, R.421-58, R. 460-1 à R. 460-4), au code de la construction et de l'habitation (articles R. 143-1 à R. 143-47) et aux arrêtés du :

- 22 juin 1990 modifié portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du Public du 2ème groupe (ERP de 5ème catégorie).
- 25 juin 1980 modifié portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).  
4 juin 1982 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type RSH (établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement).  
5 février 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type L (salles à usage d'auditions, de spectacles, de réunions ou à usages multiples).  
21 avril 1983 modifié portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type W (administrations, banques, bureaux).

Également, concernant la desserte et la défense extérieure contre l'incendie, ce projet relève de l'arrêté préfectoral n°840/2017 du 22 mars 2017 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du département de l'Allier.

En conséquence, la construction et les divers aménagements devront répondre en tout point aux dispositions des textes précités.

Les travaux devront être réalisés conformément aux plans et à la notice de sécurité présentés.

Par ailleurs, les constructeurs et installateurs sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont réalisés en conformité avec les dispositions de la présente réglementation ; le contrôle exercé par l'administration ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (article R.123-43 du code susvisé).

Avant l'ouverture au public, l'autorité municipale, peut, si elle le juge nécessaire, faire procéder à une visite par la commission de sécurité compétente afin de contrôler les mesures de prévention contre les risques d'incendie et de panique.



Les procès-verbaux et certificats attestant la conformité aux règlements de sécurité et aux normes devront pouvoir être présentés à la commission de sécurité le cas échéant.

### **III - PRESCRIPTIONS**

1) Faire vérifier à la construction et périodiquement en cours d'exploitation par des techniciens compétents, les installations techniques suivantes (Art. PE4) :

- les installations électriques,
- l'éclairage de sécurité,
- les installations de gaz combustibles et les appareils d'utilisation,
- les installations de cuisson destinées à la restauration,
- les moyens de secours contre l'incendie,
- le système d'alarme incendie.

2) Veiller à ce que la construction et les divers aménagements intérieurs répondent aux conditions minimales suivantes :

- plafonds ou faux-plafonds, catégorie M1 (Art. PE13 et AM4),
- revêtements muraux, catégorie M2 (Art. PE13 et AM3),
- revêtements de sol, catégorie M4 (Art. PE13 et AM6),
- matériaux isolants, catégorie MO à M4 (Art. PE13 et AM8),
- éléments de décoration flottants, catégorie M1 (Art. PE13 et AM10),
- tentures et rideaux dans les dégagements et locaux d'une superficie à 50m<sup>2</sup>, catégorie M2 (Art. PE13 et AM12.b),
- gros mobilier, agencement principal, catégorie M3 (Art. PE13 et AM15).

3) Isoler l'établissement de tous bâtiments ou locaux occupés par des tiers, par des murs et planchers coupe-feu de degré 1h au moins. Une porte d'intercommunication peut être aménagée sous réserve d'être coupe-feu de degré 1/2h et munie d'un ferme-porte (Art. PE6.1).

4) Isoler des locaux et des dégagements accessibles au public les locaux présentant des risques particuliers d'incendie associés à un potentiel calorifique important par des murs et planchers coupe-feu de degré 1h ; les blocs-portes devront être coupe-feu de degré ½ h et munis de ferme-portes (Art. PE9).

Sont notamment considérés comme locaux à risques particuliers les locaux réceptacles des vide-ordures, les locaux d'extraction de la VMC inversée, les locaux contenant des groupes électrogènes, les postes de livraison et de transformation, les cellules à haute tension, les dépôts d'archives et les réserves.

5) Réaliser les installations de chauffage et de ventilation conformément aux articles PE20 à PE23.

6) Veiller à ce que les installations électriques soient conformes aux normes les concernant.

Les câbles ou conducteurs doivent être de la catégorie C2 selon la classification et les modalités d'attestation de conformité définies dans l'arrêté du 21 juillet 1994 portant classification et attestation de conformité du comportement au feu des conducteurs et câbles électriques et agrément des laboratoires d'essais.





L'emploi de fiches multiples est interdit. Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes (Art. PE24).

7) Équiper les escaliers et les circulations horizontales d'une longueur totale supérieure à 10 mètres ou présentant un cheminement compliqué, ainsi que les salles d'une superficie supérieure à 100 m<sup>2</sup>, d'une installation d'éclairage de sécurité d'évacuation.

S'il est fait usage de blocs autonomes, ceux-ci doivent être conformes aux normes de la série NF C 71-800 et admis à la marque NF AEAS ou faire l'objet de toute autre certification de qualité en vigueur dans un état membre de l'Union européenne. Cette certification devra alors présenter des garanties équivalentes à celles de la marque NF AEAS, notamment en ce qui concerne l'intervention d'une tierce partie indépendante et les performances prévues dans les normes correspondantes (Art. PE24).

8) Équiper l'établissement d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée, de 6 litres au minimum, conformes aux normes, à raison d'un appareil pour 300 m<sup>2</sup>, avec un minimum d'un appareil par niveau.

En outre, les locaux présentant des risques particuliers d'incendie doivent être dotés d'un extincteur approprié aux risques. Tous les extincteurs doivent être facilement accessibles, utilisables par le personnel de l'établissement et maintenus en bon état de fonctionnement (Art. PE26).

9) Équiper l'établissement d'un système d'alarme selon les modalités définies ci-dessous (Art. PE27) :

- l'alarme générale doit être donnée par établissement recevant du public et par bâtiment si l'établissement comporte plusieurs bâtiments,
- le signal sonore d'alarme générale ne doit pas permettre la confusion avec d'autres signalisations utilisées dans l'établissement. Il doit être audible de tout point du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation,
- le personnel de l'établissement doit être informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale. Cette information peut être complétée par des exercices périodiques d'évacuation,
- le choix du matériel d'alarme est laissé à l'initiative du chef d'établissement qui devra s'assurer de son efficacité,
- le système d'alarme doit être maintenu en bon état de fonctionnement.

10) Afficher bien en vue des consignes précises indiquant (Art. PE27) :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers,
- l'adresse du centre de secours de premier appel,
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

11) Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours (Art. PE27).

12) Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par 1 poteau de 100 mm normalisé (NFS61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 200m du bâtiment par les voies praticables.

Implanter cet hydrant en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci et le faire réceptionner en présence d'un représentant du service départemental d'incendie et de secours, dès sa mise en eau.

13) Ouvrir et tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier (Art. R.123.51 du Code de la construction et de l'habitation) :

- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie,
- les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu,
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

#### **IV - OBSERVATIONS DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours n'émet pas d'observation contradictoire à la réalisation de ce projet. Toutefois, les prescriptions émises dans le présent rapport devront être respectées.

POUR LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL  
DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'ALLIER,  
LE CHEF DU GROUPEMENT DES SERVICES OPERATIONNELS

  
Lieutenant-Colonel Julien CHARBONNIER